

CONFÉRENCE

Guy Roustang

■ Économiste et administrateur du Programme autoproduction et développement social (Pades).



Rapprocher économie solidaire et démocratie locale

Dégager les perspectives de ce que pourrait être un autre avenir pour notre société nécessite une collaboration plus étroite entre militants de la démocratie participative et de l'économie solidaire.

Face aux bouleversements en cours que sont les crises économique et écologique, nos démocraties sont menacées : le risque est celui d'une démocratie d'opinion qui joue sur les craintes (celle des « gueux » proches ou lointains, celle de « l'ultra gauche », etc.) ; avec appel à l'homme ou à la femme providentiel, censé décider de tout au gré des événements et des émotions populaires. Seul un sursaut de la société civile pourra nous tirer d'affaire en cherchant une bonne articulation entre démocraties participative et représentative. Ces quelques lignes plaident plus spécialement pour une meilleure collaboration entre les militants de la démocratie locale et ceux de l'économie solidaire, en examinant les possibilités qui s'offrent à eux en raison de la crise économique et des contraintes écologiques. On parle beaucoup, actuellement, d'un retour du politique, avec l'intervention massive de l'État pour sauver les banques et le système économique.

Une évidence s'est imposée (pour l'instant...) : les marchés ne sont pas capables de s'autoréguler, les États doivent intervenir. Les partisans de l'économie solidaire pourraient s'en réjouir, eux qui déplorent depuis toujours l'autonomie de l'économie par rapport au politique. Mais, en réalité,

La crise écologique pourrait ouvrir un boulevard, si les militants savaient en profiter.

cette intervention de l'État vise seulement à remettre sur les rails le train qui a déraillé. Il n'est pas question de remettre en cause les *a priori* du système, c'est-à-dire la volonté d'augmenter le plus rapidement possible la production et la consommation, avec le sacro-saint produit intérieur brut (PIB), sans se soucier suffisamment des contraintes écologiques, sans

répondre en priorité aux questions : produire comment, pour satisfaire quels besoins fondamentaux notamment des plus démunis ?

De quoi avons-nous besoin ?

Les dangers de la société de marché demeurent tout aussi prégnants. Par société de marché, nous entendons la prétention des marchés à s'étendre à tous les domaines de la vie sociale. La casse des services publics en est un bon exemple. La volonté de banaliser l'ouverture des commerces le dimanche est également symptomatique. La protestation d'une soixantaine de députés UMP rejoint notre préoccupation de « ne pas laisser au seul marché le soin de réguler l'activité ». Ils considèrent, dans *Le Monde* du 27 novembre, que « la proposition de loi en débat sur le travail dominical accroît quatre risques : la régulation des commerces par le seul marché, la compétition entre les territoires, la dichotomie entre le consommateur et le citoyen, et l'inégalité entre les salariés ». Voilà qui est bien dit. Ces députés poursuivent : « La logique pure du marché [qui prévaudra] ainsi entre les territoires produira les effets habituels : une concentration accrue du commerce dans les mains d'un petit nombre d'opérateurs, et donc en un petit nombre de lieux. » >>>

» Car c'est une des conséquences fréquentes de la liberté du marché livré à lui-même : elle conduit presque toujours à des situations d'oligopole dont le bien-fondé social et économique n'est pas démontré. Remarquons d'ailleurs que les représentants des artisans, du commerce de proximité et des PME sont opposés à la perspective d'un élargissement du travail dominical, car ils n'auraient pas les moyens de lutter contre cette concurrence déloyale. » Si tout reste à faire pour persuader qu'une autre orientation économique s'imposerait pour répondre à la question : de quoi avons-nous (vraiment) besoin ?, la crise écologique pourrait ouvrir un boulevard, si les militants de la participation démocratique et du développement local savaient en profiter.

Relocalisation des économies

Au cours des dernières décennies, la mondialisation, telle qu'elle a été menée, c'est-à-dire sous l'impulsion des multinationales et de la spéculation financière, marginalisait les territoires les moins rentables, les moins « performants ». Cela explique que l'Union nationale des acteurs et structures du développement local (Unadel) ait considéré, en 1997, qu'en trente ans tout avait été dit en matière de développement local, mais que tout restait à faire. Le développement local consistait pour une bonne part à offrir aux entreprises des avantages plus importants que le voisin pour attirer les emplois ; c'était aussi difficile que de remplir le tonneau des Danaïdes, compte tenu de la menace permanente des délocalisations. Aujourd'hui, la donne n'est plus la même. La tendance à une relocalisation des économies sera très forte avec l'augmentation du prix du pétrole (quelles que soient les variations conjoncturelles) et sa disparition programmée, compte tenu de la nécessité d'utiliser au mieux toutes les ressources de tous les territoires pour répondre à l'augmentation de la population mondiale. Les tenants du développement local et de la démocratie participative ont désormais une responsabilité accrue pour relever des défis redoutables. Il est de plus en plus souvent reconnu qu'il va falloir transformer nos façons de produire et de consommer, réduire notre mobilité, changer nos modes de vie. Mais

personne ne sait trop comment s'y prendre. On aurait tort de jeter la pierre à ceux qui détiennent le pouvoir (ou à ceux qui aspirent à le prendre) et qui naviguent à vue. Simplement, on pourrait attendre d'eux plus de modestie. Certains veulent donner le change en jouant les matadors, alors qu'ils sont ballottés dans la tempête et surfent sur les événements. La nécessité d'avoir une majorité et de gagner les élections n'incite pas à mettre les citoyens devant leurs responsabilités. De ce fait, la société civile a un rôle majeur à jouer. Déchargée de la lourde tâche qu'ont les élus d'arbitrer au jour le jour, elle peut innover, expérimenter, faire des propositions qui seront d'autant mieux entendues des politiques qu'elles tiendront compte des contraintes et éviteront les injonctions de faire.

Le fruit des hommes libres

À l'intérieur même de la société civile, dans le passé, le patronat et les syndicats avaient un rôle déterminant dans la mesure où le cœur du système économique était l'augmentation de la production et de la consommation,

A-t-on peur, en s'engageant dans une critique radicale, d'être accusé « d'ultra gauche » ?

symbolisés par le produit intérieur brut. Aujourd'hui, les préoccupations écologiques (réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables) mettent sur le devant de la scène de nouveaux acteurs de la société civile. À cet égard, le Grenelle de l'environnement a marqué l'intronisation du monde associatif comme un acteur essentiel. Pour que la société civile soit politiquement plus présente et contribue à construire progressivement un autre système socio-économique, cela suppose la poursuite des alliances et des mises en réseau entre des acteurs très divers : ceux qui luttent contre l'exclusion (le collectif Alerte en est un exemple), contre les discriminations, contre les pollutions, contre les inégalités hommes - femmes, etc.

Jusqu'où tous ces acteurs peuvent-ils aller dans l'élaboration de propositions communes, sans prendre la place des partis politiques, seuls à même d'élaborer des projets d'ensemble ? Est-il possible de relier ceux qui agissent au niveau international (comme Oxfam et bien d'autres) avec ceux qui agissent au niveau local ? On peut espérer que ces questions et beaucoup d'autres seront progressivement clarifiées pour engager un autre avenir.

Réveiller le citoyen en nous

Plus modestement, les 11^e Rencontres de la démocratie locale organisées par l'Adels ont montré l'intérêt d'ouvrir un chantier de réflexion, en vue de l'action, sur les synergies possibles entre militants de la démocratie et de l'éducation locale d'une part, et militants de l'économie solidaire d'autre part. Pour être solide, cette « alliance » supposerait sans doute une vision commune, une critique radicale de la logique qui ouvrirait vers un autre avenir possible. On ne peut pas se contenter d'agir localement sans dénoncer la logique actuelle de la mondialisation qui tend à détruire bien des efforts d'animation des territoires. On ne peut pas chercher à créer des réalisations économiques originales et solidaires, mêlant les ressources de la redistribution, du marché et de l'engagement citoyen, sans critiquer l'idéologie du tout marché. A-t-on peur, en s'engageant dans une critique radicale, d'être accusé « d'ultra gauche » ? On aurait bien tort, car il suffirait de renvoyer au livre de Joseph Stiglitz *Un autre monde - Contre le fanatisme du marché* (Fayard, 2006), ou à la déclaration citée plus haut des députés UMP qui ne veulent pas « laisser au seul marché le soin de réguler l'économie ». Pour éviter toute démagogie, il faudrait clairement affirmer que les tenants de la démocratie participative et de l'économie solidaire veulent réveiller le citoyen qui sommeille en nous, faire appel à son sens de la solidarité en mettant une sourdine aux envies insatiables du consommateur qui est en nous. Gandhi disait « La terre peut satisfaire les besoins de tous, mais pas leur cupidité » ou encore « vivre simplement pour que simplement les autres puissent vivre ». Nous avons

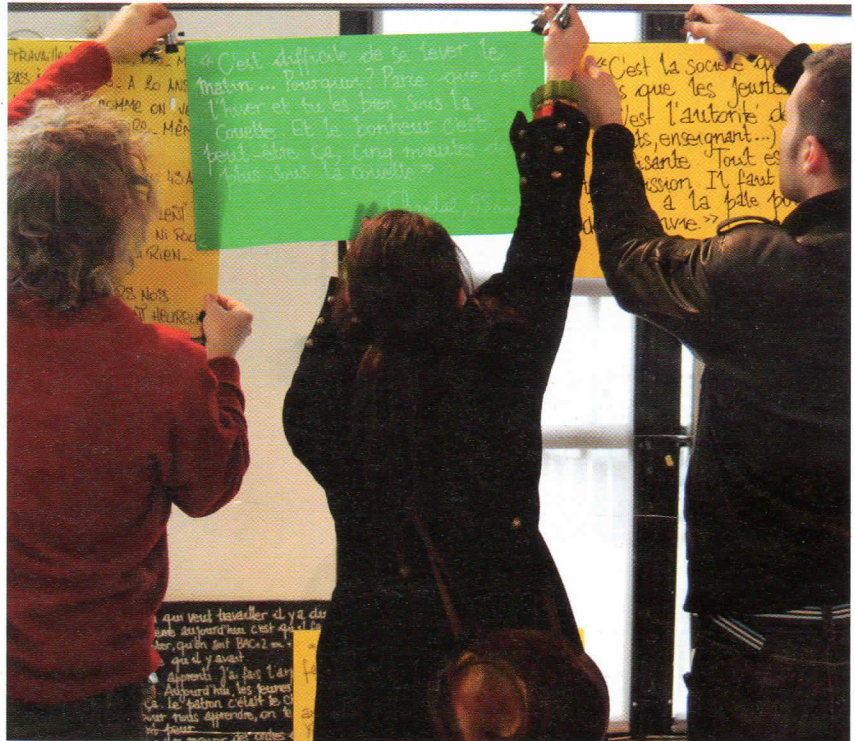
besoin d'inscrire nos luttes quotidiennes dans l'espoir d'un autre avenir, en restant modestes, car cet autre avenir sera le fruit de la réflexion et de l'action d'un grand nombre d'acteurs libres et non doctrinaires.

L'économie du rez-de-chaussée

L'action de la société civile est engagée à plusieurs niveaux : mondial, européen, national, régional, local. Mais ce qui intéresse plus directement les militants de la démocratie participative ou de l'économie solidaire, ce sont les réalisations au niveau local. Il s'agit principalement de l'économie du rez-de-chaussée, pour reprendre la catégorisation de Fernand Braudel, qui la distingue de l'économie de marché ou de l'économie monde. Cette économie du rez-de-chaussée a une importance fantastique, bien qu'elle soit peu visible dans les médias, et peu légitimée. C'est dans cette économie du rez-de-chaussée que les initiatives citoyennes peuvent donner leur pleine mesure ; qu'il s'agisse des services de proximité, d'activités culturelles, des circuits courts comme les Amap, des restaurants associatifs, de la protection de l'environnement, etc. La relocalisation des économies, ainsi que la stagnation ou même la régression du niveau de vie auxquelles il faut s'attendre, devraient donner une importance relative plus grande à cette économie du rez-de-chaussée. L'économie des matières premières, l'entretien, la réparation, le recyclage des biens durables devraient prendre plus d'importance. Pour réduire les transports, une meilleure utilisation des ressources locales pour la production agricole, pour la petite industrie, aussi bien que pour la construction des maisons serait souhaitable. La démocratie participative et les initiatives citoyennes vont trouver là de remarquables possibilités de développement, dans la mesure où tout est à inventer. Il n'existe aucun modèle et, qui plus est, les solutions ne peuvent être que spécifiques à un territoire, en mobilisant la créativité de chacun.

L'autoproduction accompagnée

Pour finir, j'évoque un secteur de l'économie solidaire pour lequel le Programme autoproduction et déve-



■ Pour que la société civile soit politiquement plus présente et contribue à construire un autre système socio-économique, cela suppose la poursuite des mises en réseau entre des acteurs très divers. ■

loppement social (Pades) milite plus spécialement : l'autoproduction accompagnée, qui gagnerait beaucoup à collaborer avec les militants de la démocratie locale. L'autoproduction

Si l'on tenait compte de l'autoproduction, il faudrait augmenter le PIB de 50 %.

continue à jouer un grand rôle dans nos sociétés modernes puisque, si l'on cherche à estimer la valeur de la seule économie domestique, on constate qu'il faudrait augmenter le PIB de 50 % environ si l'on en tenait compte. Mais ce sont les personnes en difficulté qui ont souvent le plus de mal à faire par elles-mêmes, faute de moyens, de confiance en elles, ou de savoir-faire. Le Pades, avec d'autres, cherche à multiplier les jardins familiaux de développement social dans les banlieues, à améliorer le fonctionnement d'ateliers cuisine, à favoriser le développement des services

d'accompagnement à l'autoréhabilitation des logements. Il s'agit bien d'articuler démocratie participative et mobilisation sociale afin que les enjeux quotidiens et fondamentaux soient bien au cœur des démarches. Autrement dit, le Pades aurait bien besoin du soutien des élus locaux et de l'expérience des militants de la démocratie locale. Et ces derniers pourraient trouver, grâce au Pades, des propositions d'action qui ont fait leurs preuves et qui répondent à d'énormes besoins, aujourd'hui occultés. En effet, une fois repéré un terrain susceptible de donner lieu à une création de jardins, on est assuré, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest de la France, de trouver 15 à 20 % des gens prêts à « participer ». Il y a là, comme dans bien d'autres domaines de l'autoproduction accompagnée, d'énormes besoins fondamentaux, alors même que la publicité envahissante cherche à créer des envies de consommer n'importe quoi. Compte tenu de la raréfaction des ressources à notre disposition, il est pourtant urgent d'aller à l'essentiel. ■

➤ www.padesautoproduction.org